L'ABEILLE.

[illegible] PARAIT TOUS LES JOURS, PAR
[illegible] MAYOR.
[illegible] L'ETAT DE LA LOUISIANE.
[illegible] UNION soit conservée."

SAMEDI MA[illegible]13 DECEMBRE 1834.

[illegible]EUR.

[illegible] LE ORLEANS, 13 décembre.

Nous prions nos abonnés de nous accorder un peu d'indulgence pour le peu de politique que nous leur offrons dans notre feuille d'aujourd'hui. La grande quantité d'avis que nous publions depuis quelques jours est le seul motif qui nous force à en agir ainsi.

Le nombre d'avis que nous avons publié depuis le premier octobre dernier est de 1055 dans chaque langue. Désormais, nous tâcherons d'avoir aux moyens de satisfaire nos abonnés.

On nous prie d'annoncer que l'Eglise Evangélique française, unie à l'épiscopienne des rues Bienville et des Remparts, sera ouverte dimanche prochain, à 11 heures pour le service divin en français, et à 4 heures en anglais, par le R. v. M. Blanchard.

(Extrait du *Daily-News* d'hier.

VENTE DE COTON.

100 balles Mississipi, à 18 1-2

Transactions de la Bourse.

Les maisons et lots suivants, situés dans les rues Delor et Nouvelle Levée, appartenant à la Comp. des Architectes, [illegible] ont été vendus comme suit :

No. 1 [illegible]	$10,000
2	8,000
3	10,000
4	5,200
5 et 10	30,000
11	9,000
12	7,500
13	6,100
14	6,500
Dix lots vacants, vendus pour	14,900
Total,	$117,600

Deux lots entiers avec les bâtisses, au coin des rues Apollos et Ruterpe, vendus pour $5,800.

Une négresse et trois enfans vendus pour $1,300.

L'orage gronde sur le Canada ; le nuage s'épaissit chaque jour ; mais déjà, sous ce nuage, on voit peindre "l'astre qui éclaira les Suisses et les Hollandais", l'astre qui scintilla sur nos têtes en juillet 1776, et qui depuis a brillé sur tant de climats divers. Las de se courber sous la verge despotique de l'Angleterre, ces enfants de France qui descendirent autrefois sur les rives désertes du Canada, lèvent enfin la tête pour revendiquer leurs droits. Depuis deux ans, la lutte du parti national contre le parti étranger, nous a révélé, durant les élections, de nobles et courageux efforts, dont la persévérance méritait et obtiendra sans doute un plein succès. Oui, nous aimons à croire que le sang versé par les infâmes satellites d'un pouvoir qui touche à sa fin, cèlera le pacte qui unit la famille canadienne aux autres familles de l'Amérique ; et que la sainte cause de la liberté triomphera au bord du St. Laurent comme elle a triomphé sur les bords de l'Hudson et de la Delaware.

Les détails que nous puisons dans les journaux de Québec et de Montréal excitent l'indignation de tout homme juste, de tout ami de l'humanité. Qui ne comprendrait pas que la patience d'un peuple doit se lasser à voir le brigandage organisé dans son sein par une faction étrangère qui ne s'arrête devant aucun excès, qui ne met aucune borne à sa haine, et dont la rage foule au pied sans pudeur hommes et principes, pour assouvir l'implacable désir de vengeance qu'a soulevé en elle le triomphe de ses adversaires. Et de quel droit cette race superbe voudrait-elle imposer ses partisans et ses chefs aux enfans du sol ? de quel droit veut-elle les dépouiller des privilèges que leur garantit la constitution anglaise elle-même ? de quel droit vient-elle affecter une insolente autorité, là où elle n'a que des protections à demander ? Toutes les colonies anglaises ne jouissent-elles pas du droit de se nommer des représentants et de faire leurs propres lois ? Et comment pourraient-elles l'exercer, ce droit, si une faction soudoyée, ou au moins solidaire, entrave les élections, met obstacle à l'émission des votes, et, en dernier ressort, lorsque et assemblée des élus tours pour donner plus sûrement la majorité. Et, cependant c'est sous les yeux des représentants de la couronne, des dépositaires du pouvoir exécutif, que se commettent des actes aussi intolérables ; peut-on nier qu'ils n'y donnent leur approbation ? On, si les hautes nationales débordent leur autorité, comment ne prévoient-ils pas les conséquences que doit amener infailliblement un pareil état de choses ?

Mais, il faut bien le dire franchement, ces conséquences sont prévues ; des orateurs éclairés, tout dès avec franchise dans le parlement anglais que l'époque de l'émancipation du Canada était arrivée ; ce n'est plus un mystère ; et, au lieu de travailler loyalement avec la nécessité, on tâche de songer à s'assurer au commerce anglais des protections et des avantages que le souvenir d'une conduite aussi peu généreuse pourrait lui faire refuser un jour, une politique aveugle, la même qui refusait en Europe les réformes que réclamait le peuple anglais, la même qui embrigade à Paris des assommeurs de profession, pour arrêter la marche des théories sociales à coups de ridicule et coupable projet de retarder l'indépendance du Canada, ou du moins de se venger d'avance de cette concession forcée que le temps doit bientôt lui arracher. C'est évidemment à l'origine de ces haines envenimées qui ont donné lieu aux actes sanglantes dont Montréal a été le théâtre l'année dernière, et qui viennent de se renouveler encore cette année. Mais c'est de la cruauté et du despotisme où pire porté ; l'impulsion est donnée à l'esprit public dans les deux Canadas, et aucune puissance ne l'arrêtera plus ; il marche rapidement vers la liberté, et il marche avec une ténacité et une persévérance que n'ébranlent ni les poignards ni les baïonnettes. Le triomphe obtenu dans les élections par le parti national en est une preuve frappante, et ce triomphe va remporter encore le comté des Canadiens en leur montrant mêlés aux fers lequel ils tendent eux plus près d'eux qu'ils ne le pensaient, et que quelques efforts de plus le leur feront toucher. Honneur donc aux martyrs de la tyrannie, qu'ont teint de leur sang les palmes civiques de leurs concitoyens, car ce sang sera le prix d'une grande et durable victoire ! honneur au courage digne et calme des citoyens qui bravent les menaces, la ruine et les fers pour hâter l'affranchissement de leur pays en soutenant par leur opposition le noble élan qu'ils ont provoqué ! L'Amérique entière leur rit et y applaudit, et le jour de la rétribution s'avance bientôt.

CONSÉQUENCES FUNESTES DE L'EGOISME.

Il y a des rêveurs qui vont disant : le corps social est bien malade, car chacun brigue les emplois publics salariés ; on se bat autant qu'on le peut de la légion ; on siège le moins de temps possible au Conseil de Ville, on ne se présente jamais à l'assemblée des Marguilliers ; on ne s'occupe que de ses propres affaires, et l'on ne se rappelle qu'on a une mission publique, que pour la faire valoir au profit de ses intérêts particuliers. On reste chez soi quand on n'est point [illegible] par soif d'argent, et l'on abandonne les intérêts les plus sacrés de la patrie, et l'on abandonne les intérêts de son pays quand on est pas chez soi, on ne naira point à sa fortune privée. A quoi sert de se déranger pour être un représentant, s'il n'est pas gratuit ? qu'on choisisse Pierre, qu'on choisisse Paul, on n'y tient guère. Et quand on est représentant, à quoi bon se gêner pour assister aux discussions ? Il suffit de se faire voter son traitement à ses propres intérêts ; le temps que l'on devrait consacrer au bien public, on l'emploie à se gorger bien d'épais des pauvres électeurs, qu'on est bien fou de se plaindre, car ; c'est leur indifférence qui fait que les choses ne vont pas suivant.

Voilà ce que disent les rêveurs, les idéologues, stigmatisant l'indifférence politique à l'égoïsme des hommes publics, et que l'égoïsme lui-même, l'imputant au principe vicieux de notre loi électorale. Si nos institutions ne constituaient pas le privilège ; si elles ne fondaient pas ce privilège sur la matière, bon sur l'homme, sur la richesse, non sur l'intelligence, on ne verrait pas dans nos assemblées, tant d'indifférence pour la chose publique, tant d'égoïsme, tant de corruption et tant d'ignorance.

Mais il y a des gens qui trouvent nos plaintes fort déplacées. Tout va le mieux du monde, répondent-ils ; on se plaint à tort, car les représentants que nous avons, ne sont-ils pas le produit de l'élection ? n'ont-ils pas une origine toute populaire ? Nos représentants, dit-on, ne valent pas grand'chose ; n'importe, il faut les ménager pour l'honneur du principe électif ; est, hors de là point de salut.

En vertu de ce raisonnement, il n'y a point d'assemblée dont il fut permis de blâmer la création, point de loi d'élection dont on fut autorisé demander la réforme.

A Dieu ne plaise que nous calomnions avec le gouvernement représentatif, l'absurde gâchis que nous voyons. Pour l'honneur de principe électif, il est à désirer que les choses prennent une autre tournure.

Le gouvernement que le général comte d'Erlon, gouverneur d'Alger, a récemment mis indignation, est aussi curieux pour que celui des yeux de nos lecteurs.

A un membre de notre, on le croirait plutôt l'envoyé du sultan Mahmoud ou de l'empereur de Maroc, que le député à qui le Roi Philippe premier, a daigné lui parler de Roi

de Napoléon, soient-ils Gallomanes qui disent nos journaux, dont l'air d'une véritable plaisanterie ? qu'il lui d'hui, s'abaisser au point d'appeler Louis-Philippe, Sire Seigneur, *le puissant monarque*, le *Roi invincible* ! ils sont donc bien déchus ces vieux soldats de l'empire ! qu'est devenue chez eux cette noble fierté qui les distinguait des serviles adulateurs que l'on voit ramper dans tous les palais des Rois !

PROCLAMATION AUX INDIGÈNES.

Au nom de Dieu clément et miséricordieux !

Louange à Dieu seigneur de l'univers, qui nous jugera au dernier jour ; nous espérons en sa bonté et nous nous appuyons sur sa force, c'est lui qui récompensera les bons et qui punit les méchants, car il connaît les plus secrètes pensées et rien ne lui est caché. A lui les siècles passés et ressuscitera les morts, car il est tout puissant et seul puissant.

Gloire à lui !

L'khalifat du roi des Français protége de Dieu, S. Exc. le gouverneur général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, le lieutenant-général comte d'Erlon, pair de de France.

A tous les arabes, grande et petite !

Lorsque les Français, votre seigneur et le mien, m'a confié le gouvernement de vos fertiles contrées. Le puissant monarque dont la force est invincible, dont les troupes sont aussi nombreuses que les grains de sable du Sahra et dont les vaisseaux sillonnent le sein de toutes les mers, ne veut régner sur vous que par vos bienfaits. Tous les habitans actuels de la régence d'Alger sont ses enfans sans distinction de race ni de religion. Aussi voyez en moi le chef qu'il donne au peuple nouveau qui, sous la patronage de la France, doit marcher d'un pas rapide à la gloire et à la prospérité ! Que toute distinction d'origine cesse ; que toute haine disparaisse. D'une main, je tiendrai la balance de la justice égale pour tous ; de l'autre, le glaive destiné à punir l'oppresseur et à défendre l'opprimé. Soyez soumis aux lois ; occupez-vous de utiles travaux qui doivent apporter chez vous l'abondance et le bonheur. Ne prenez les armes que lorsque votre tranquillité sera menacée par les tribus qui sont encore assez aveugles pour préférer l'anarchie à l'ordre, et le brigandage au travail. Alors vous me verrez au milieu de vous toujours prêt à vous défendre.

Je jette un voile d'indulgence sur tous les anciens délits ; mais j'attends de vous, à l'avenir, confiance et soumission pour prix de la bienveillance et de la protection que je vous offre. Soumis et paisibles, vous trouverez en moi un ami plus encore qu'un chef ; rebelles et turbulens, un chef inflexible. D'un côté, avec la soumission, sont l'abondance, la tranquillité et le bonheur ; de l'autre, avec la révolte, la ruine et la mort. Votre choix ne saurait être douteux ; songez que je serai fidèle à toutes mes promesses et que vous serez traités par moi selon vos œuvres. Dans une longue carrière militaire, j'ai toujours été doux pour les bons et terrible pour les méchans. Ne perdez pas de vue surtout que jamais les Français n'abandonneront le sol africain, et que tous les peuples de la terre savent qu'il vaut mieux les avoir pour amis que pour ennemis.

S'amends que vous les Européens qui voyagent chez vous trouvent dans vos tribus bon accueil et protection ; de mon côté, je veillerai avec une constante sollicitude à ce qu'il ne soit commis aucune injustice à votre égard. Adressez-vous à moi dans tous vos besoins, ma porte sera toujours ouverte au pauvre et à l'opprimé, mon cœur ne repoussera aucune plainte juste ; je n'ai d'autre ambition que de vous rendre tous heureux et de vous voir vivre dans une paix fraternelle avec ces Français qui ont chassé de votre sol vos ennemis et vos oppresseurs.

Au quartier général d'Alger, 28 septembre.

D. comte d'ERLON.

EXTÉRIEUR.

CANADA.—MONTRÉAL, 17 novembre.

Enfin notre élection du Quartier Ouest est terminée ce matin ; elle s'est passée d'une manière légale et constitutionnelle, et favorable à l'ordre et au règne des lois et de la liberté. MM. Papineau et Nelson sont élus. Mais il n'a pas dépendu du parti opposé que la violence n'ait empêché la loi d'avoir son cours, et les habitans de cette ville du jour du seul privilége qui leur est laissé, avec des institutions vicieuses, partiales et fautives, comme celles dont le pays se plaint et sous lesquelles il gémit. Le parti qui s'est distingué par le meurtre des victimes du 21 Mai 1833, de Barbeau en 1813, et de Marcoux tout récemment, en 1834 ; ne pouvait terminer autrement que par de nouvelles violences, la lutte dans laquelle il vient de finir ouvertement d'opposer une force brutale : des sicaires ivres et déchaînés, à l'attitude froide et calme, mais décidée et persévérante de tous les bons citoyens.

Il convient de reprendre de plus haut les faits qui ont eu lieu depuis notre dernière feuille. On y a vu comment les partisans de Walker et Donnellan avaient attaqué la nuit et de guet-à-pens les hommes du guet qui remplissaient paisiblement le devoir do t ils étaient chargés. Le lendemain jeudi soir, la journé et la nuit furent assez tranquilles.

Le surlendemain matin, vendredi, le poll s'ouvrit à dix heures suivant l'ajournement. Peu après l'arrivée de l'officier rapporteur, on remarqua dans la foule par laquelle se recevaient les votes de Walker et Donnellan, et dans les environs, plusieurs personnes armées de bâtons et d'assommoirs, et qui s'occupaient avec activité à en préparer d'autres. Cette vue, et la connaissance de tout ce qui s'était passé précédemment, engagea l'officier rapporteur à dire à ceux qui étaient aussi armés, de se retirer du poll ou du moins d'y paraître sans leurs bâtons. Ce parti fut en effet retiré volontairement à cet ordre. En conséquence l'officier rapporteur, qui avait eu tout ce qu'on a vu comme de craindre pour sa sûreté personnelle, d'après les menaces qui lui avaient été faites et ses déclarations vous seront qui lui étaient parvenus, ajourna de nouveau le poll à samedi matin.

Dans la nuit de vendredi à samedi, le Conseil de Ville ayant augmenté les forces du guet et ayant donné des armes aux bons ces qui se composaient d'empêcher la vio ence sans la commencer, on pouvait s'attendre à voir régner la paix. Cependant une division du guet passant par le marché au foin, fut assaillie d'une manière brutale et violente par un grand nombre des partisans de Walker et Donnellan, sortis de ce repaire d'ivrognerie et de bouleversement, la taverne de T. E. English, dite du général Brock. Le guet se défendit ; il s'en suivit une lutte sérieuse, qui se continua en partie dans la Traverse ; plusieurs Canadiens en vinrent alors, pris à la parti de leurs compatriotes, et finalement les partisans de Walker et Donnellan furent battus, quoiqu'ils parussent avoir une organisation et un ordre de bataille, répondant et se reconnaissant au mot *West* qu'ils avaient pris pour consigne. Il est à regretter que dans un temps où toutes les autorités sont restées muettes lorsque la vérité de la ville était en danger, les citoyens n'aient pas avisé aux moyens de former une organisation plus parfaite de leurs forces, afin de se protéger eux-mêmes, et de se porter en armes sur les points où la vie et les propriétés des paisibles habitans étaient menacées par une populace furieuse de bretons dégénérés, conduite par des marchands et leurs commis, de même origine.

Quant au l'acte qui a eu lieu chez English, et aux suites inévitables des violences du parti qui y siége, nous devons dire hautement que nous ne les déplorons pas. Cet état déplorable de la société, ce n'est pas par le pays qu'il a été amené ; c'est la politique astucieuse de la Grande Bretagne et de ses administrateurs, qui l'a suscité en excitant une partie de la population contre la majorité, afin de dominer au moyen de cette division machiavélique. Plutôt que plus tard le pays sentira la nécessité de se protéger lui-même, à défaut de toute autre protection. Le peuple et la Chambre d'Assemblée, ont inutilement travaillé à ramener le règne de l'ordre et des lois. C'est maintenant à l'Angleterre à réparer le mal qu'elle a fait, et à apaiser l'audace de ceux qui nous oppriment en son nom. Nous renvoyons sur ce sujet à quelques autres réflections que nous avons faites dans l'article, au sujet de l'élection des Deux Montagnes.

Pendant que le troupeau s'appaisait chez English, le parti écossais furieux se rassemblait pour parader dans les rues et exercer ses violences comme à l'ordinaire ; nous avons nous-mêmes entendu du l'un du parti dire que personne ne devait rester dans son lit cette nuit là, mais qu'il fallait mettre le feu aux quatre coins de la ville ; ils tirèrent plusieurs coup de fusil et de pistolet dans les rues, et se rendirent en foule devant la maison de M. Papineau, au nombre d'environ 300. En passant chez M. le Docteur Nelson, ils ont brisé la jalousie de la contre-porte avec des pierres ou des bâtons, chez M. Lavoy, dans le faubourg St. Laurent ils ont cassé une vingtaine de vitres, avec des pierres. Chez M. Papineau ils ont forcé les jalousies avec des pierres, et menaçaient ; avec des vociférations furieuses de détruire la maison ; lorsque la présence du Colonel Tidy, qui dit à cette populace que si elle ne se retirait il serait forcé les troupes, modéra leurs violences et les engagea à se porter devant la demeure de M. Walker, où ils renouvelèrent leurs acclamations de joie et de triomphe.

Ils se promenèrent ainsi une bonne partie de la nuit, se répandant en sifflemens et en menaces devant les maisons de ceux qui leur étaient opposés, et en général de tous les Canadiens ; ils en ont fait de même les soirs subséquens, et on nous assure qu'ils ont dîné une fois, durant une de leurs pauses, devant la maison de M. le juge Rolland. On peut dire que cette nuit là, la ville était entièrement à leur merci, sauf qu'aucune force constituée parût prête à la défendre, le Conseil de Ville n'ayant pas de pouvoirs suffisans, et les magistrats agissant pour le moins avec une extrême lenteur. Ce sont en effet les mêmes hommes qu'en mai 1832, dont les sympathies sont avec ce parti de fureur, et de si les antipathies se portent toutes contre le peuple Canadien ; il ne s'y trouve, comme alors, qu'une faible minorité d'hommes, amis de l'ordre et de la justice, dont les efforts seraient sans doute impuissans dans le danger, car des hommes dont quelques uns dans la circonstance actuelle ont déjà fait preuve de leur approbation ordinale des outrages dont les paisibles citoyens de Montréal continuent d'être abreuvés.

Au reste, déplorant comme nous le faisons, toute intervention des magistrats, et surtout des militaires, dans un temps d'élection, autrement que par ordre de l'officier rapporteur, nous devons nous abstenir de plus long commentaires sur ce sujets après toute fois avoir fait ressortir la différence qu'on trouve dans la conduite de ces autorités prétendues protectrices, en 1832 et en 1834. En 1832 on fusilla des Canadiens qui s'en retournaient chez eux paisiblement sans armes, et en plein jour, après l'ajournement au poll ; en 1834, on laissa la ville en proie, jour et nuit, pendant près d'une semaine à une bande d'hommes furieux armés de fusils et de bâtons, et excités par Pivreux et les discours vraiens des candidats et de leurs partisans. Mais comme le remarque très bien le *Daily Advertiser*, c'est une populace de conservatifs, une populace attachée à l'*Eglise* et à l'*Etat*, une populace loyale.

Nous ne devons pas omettre de dire que l'attaque sur la maison de Papineau a été faite avec préméditation et d'après une délibération prise en une assemblée chez English. M. Papineau en avait reçu avis d'une manière certaine, et avait par précaution éloigné sa famille, et qui n'avait fait pendant plusieurs nuits par d'autres. Un des citoyens dont le nouveau avait été donné par le journal le *Courier* de Boston, dans lequel il dit qu'il s'attend à de très heureux résultats quand la population protestante américaine aura pris le dessus. L'apparence extérieure de la plupart des églises protestantes, dit-il, n'excite que le mépris public, " et il n'y a pas beaucoup à choisir entre la population protestante et la population catholique romaine, si ce n'est que la première est moins hypocrite en ce qu'elle ne fait pas parade de sa foi. Ce qu'il faut maintenant, ajoute-t-il, c'est de donner un caractère respectable aux institutions chrétiennes."

(*Extrait du Courier de Boston*).

De la Relation à la Nouvelle Orléans.—Le révérend Joël Parker, qui a été appelé récemment à la direction d'une église de la Nlle. Orléans, est maintenant dans notre ville où il tâche d'obtenir des secours pécuniaires nécessaires, pour la construction d'une église dans un vaste entrepôt du commerce. Les hautes qualités intellectuelles et l'ardente piété de ce prédicateur dévoué et heureux, le mettent à la hauteur de cette tâche. L'esprit du fin Yankee sensible l'inspirer, en quittant des régions salubres et où il pourrait trouver une place lucrative, pour aller habiter un climat malsain, où il emmène avec lui sa femme et ses enfans, qui iront peut-être remplir prématurément une place dans le cimetière protestant de la Nlle. Orléans. M. Parker a prêché, dans nos églises, plusieurs sermons sur ce sujet. Il dit que durant les dix-huit derniers mois, on a plus fait pour le pavage des rues de cette ville que depuis qu'elle existe ; et il prévoit de très heureux résultats lorsque la population protestante américaine aura pris le dessus. L'apparence extérieure de la plupart des églises protestantes y excite le mépris public. Il y avait une église anabaptiste, mais elle n'a pu se maintenir. La seule église méthodiste qu'il y ait compte environ trois cents personnes blanches le matin, et à peu près le même nombre de nègres l'après-midi ; et et là toute la congrégation. L'unique église épiscopale compte rarement plus de cinquante à soixante personnes présentes pendant le service religieux. Il y a deux églises presbytériennes, l'une très petite, et l'autre très convenable. Et ce sont-là les seules pour trente mille protestans qu'il y a dans cette ville. Les trente mille autres habitans sont catholiques. M. Parker a parlé des besoins (destitution) de cette ville, avec beaucoup de prudence et sans exagération. Il se serait scrupule, a-t-il dit, de déprécier une ville qui est maintenant le lieu de sa résidence, et où il a été traité avec beaucoup de bonté et d'hospitalité. Mais il reconnait franchement que le saint-sabbat (le dimanche) y est profané par des revues militaires et des représentations théâtrales. Il n'y a pas beaucoup à choisir entre la population catholique, si ce n'est que celle-là n'est pas hypocrite, en ce qu'elle ne fait point parade de sa foi. Il a parlé de la décence extérieure de la ville, qui égale peut être celle de la nôtre, et du caractère de courtoisie et de générosité des citoyens. Ce qu'il faut maintenant, c'est d'imprimer un caractère de respectabilité aux institutions chrétiennes, en érigeant des édifices convenables pour le culte. Un jeune unitaire de notre ville s'est fait moquer de lui à la Nlle. Orléans parce qu'il assistait régulièrement à son église le jour du subb t ; et il fut obligé de dire à ses compagnons qu'il en avait délibéré avec lui même et qu'il avait trouvé que c'était son devoir. La petite église que dirige Mr Parker a souscrit pour 40,000 piastres pour l'établissement d'un temple ; et si l'hiver dernier n'eut pas été aussi désastreux, cette entreprise aurait pu être poursuivie sans l'aide de nos concitoyens étrangers. Il ne demande que le quart de cette somme, et l'édifice sera élevé cet hiver. Il a terminé en disant que ceux qui désiraient hâter cet objet pourraient envoyer leurs souscriptions à la librairie de William Pierre, rue du Marché. Quelques uns de nos riches et ambitieux négocians, dont les navires visitent la Nlle. Orléans, ne donneront-ils rien ? M. Parker remarque qu'on a fait de grands efforts pour réunir dans sa petite église, les officiers et les équipages des navires, et qu'il y a souvent vu jusqu'à quarante capitaines présens.

13 déc

CONCITOYENS,—Je suis venu parmi vous et j'y suis res é paisible, parce que j'ai un haut degré de confiance dans votre intégrité et la conscience parfaite de ma propre innocence.

Je ne vous ai pas calomniés dans les sermons que j'ai prononcés au nord. Quinze mille personnes qui m'ont entendu en sont témoins. Mais comme quelques personnes ont pensé que mes premières dénégations n'étaient pas assez explicites, un sentiment de respect pour vous me porte à réitérer ces dénégations en des termes qui ne puissent être mal compris. Permettez-moi donc de dire que *jamais*, soit pendant l'été dernier, soit à aucune autre époque, à Hartford, ni nulle part ailleurs, en public ou en particulier, je n'ai dit, en parlant des *catholiques de la Nouvelle Orléans* : " les hommes y sont presque sans exception des athées qui regardent la religion comme bonne seulement pour les femmes et les domestiques, et ne s'en occupent en aucune manière ; et l'on peut à peine dire que la protestant y soit plus avancée."

Je le répète, je n'ai jamais tenu le langage qu'on me prête dans cette citation, et je n'ai jamais rien dit de semblable. Concitoyens, ne considérez pas cet avis comme un plaidoyer. J'éprouverais un profond et sincère regret de voir que la connaissance fut trouble à mon sujet. Je connais trop bien votre caractère pour appréhender une injustice, et j'ai confiance dans ma propre intégrité pour me soumettre paisiblement à mon sort entre vos mains.

Avec un sentiment de gratitude pour mille faveurs et mes souscris

le plus obéissant et le plus humble

de vos serviteurs,

Nlle. Orléans, 11 déc 1834. JOEL PARKER.

Les soussignés, composant un comité de l'église presbytérienne, jugent convenable d'ajouter à l'adresse de M. Parker, le certificat suivant envoyé de Boston qui a trait à la substance du discours, prononcé à Hartford et répété à Boston, avant qu'aucun mécontentement eut été manifesté.

ISAAC LITTLEFIELD,
Time. W. WALTON,
11 décembre 1834. JOHN L. WALTON.

Ayant entendu les assertions publiques du révérend Joël Parker touchant l'état moral et religieux de la Nlle. Orléans, nous, soussignés, sommes libres de dire que, notrement, si même cela est jamais arrivé, nous n'avons entendu parler avec plus de mesure, de bienveillance et de respect du caractère et des sentimens de ceux qui étaient l'objet de ces paroles, que l'a fait M. Parker dans les discours prononcés ici par lui.

Il n'a parlé ni des catholiques ni d'aucune autre secte ; il n'a employé aucune épithète méprisante et n'a fait d'allusion injurieuse à aucune partie des citoyens ; mais tout en exposant clairement les besoins moraux de cette communauté, il a mentionné des faits et des circonstances qui font ressortir fortement la noblesse et la générosité et les hautes qualités intellectuelles qui caractérisent les citoyens de la Nlle. Orléans.

Boston, 15 octobre 1834.

Wm. W. Stone,	John Dogget,
John Tappan,	Samuel Hubbard,
Wm. T. Eustis,	Pliny Cutler,
Charles Sumner,	Thos. Vose,
Eliphalet Kimball,	Samuel Davis,
Moses L. Hale,	James Means,
James Tufts,	Saml H Walley,
Wm. Greenough	Benjamin White 3n,
Geo. William Gardner,	A. P. Cleveland,
Jona. French, jr.	Lowell Mason,
James Pickens,	Samuel Lawrence,
Charles Stoddard,	Ezra C. Hutchins,
Josep Jenkins,	E. Munroe.
Daniel Noyer.	

13 déc—2

PAROISSE D'ORLEANS.—Cour des Preuves. Etat de la Louisiane. A tous ceux que cela peut concerner, salut : Qu'il soit connu que Peter Cunningham demeurant en la ville de la Nouvelle Orléans, s'est adressé à moi W. F. C. Duplessis, register des testaments, dans et pour la paroisse et la ville de la Nouvelle Orléans, et ex officio greffier de la cour des preuves, d'icelle et pour la dite ville et paroisse, pour publier et annoncer conformément à un acte de la législature, intitulé, "Acte pour confirmer les titres des acquéreurs aux ventes judiciaires" Approuvé le 10 mars 1834, et étant à ma connaissance que le dit Peter Cunningham est devenu acquéreur de la propriété ci-après décrit, vendue par moi le 9e jour du mois d'avril 1834, dans la succession de feu Michael Clifford, comme propriété appartenant à la dite succession lequel ordre de cour fut rendu sur la demande de Rebecca Hastings, veuve du dit défunt.

Description de la propriété d'après le transf r judiciaire.—Deux terrains et leurs dépendances, situés au faubourg de Religieuses, numéros 49 et 50, mesurant chacun 51 pieds de front à la rue Bellegarde sur 162 pieds de profondeur, s'élargissant dans la profondeur, et ayant 54 pieds 2 pouces (mesure française). Le prix de la vente fait comme il est dit ci-dessus au dit Peter Cunningham, et connue, suit : Pareillement au chargeur du paiement d'un billet, tiré par le défunt à l'ordre de Peter Cunningham, date du 25 février 1832, à trois ans de date, pour $1080 et la balance payable à 6, 12 et 18 mois de crédit, en billets endossés à sa satisfaction portant hypothèque spéciale sur la dite propriété jusqu'à parfait paiement.

A ces causes, toutes personnes qui ont ou qui pourraient avoir quelques réclamations à la propriété ci-dessus décrite, en conséquence d'un défaut de forme dans le décret ou jugement de la Cour, et la vente a été faite, ou de toute autre irrégularité ou illégalité dans l'estimation, la vente ou le mode de la vente ou pour toute autre cause quelconque, sont par les présentes citées d'avoir à déduire dans les trente jours à dater de la publication du présent avis, les raisons pour lesquelles la vente ainsi faite ne serait pas approuvée et homologuée, comme le demande ledit acquéreur.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et le LS. sceau de la dite Cour des Preuves, ce onzième jour du mois de décembre A. D. 1834.

13 déc—3 W F C DUPLESSIS, rég. des tes.

CHARBON—Charbon anglais de Newcastle, en morceaux tout dito du canal en toucans à bord du navire Liverpool, de Liverpool. S'adresser au capitaine Hudson, 2de rangée après la halle aux bouchers. 11 déc

RHUM de la Nouvelle-Orléans, nouvellement à vendre par A. DELASSUS & MONTREUIL.

6 déc—10

POUR LOUISVILLE, CINCINNATI et les ports intermédiaires.

Le bateau à vapeur BALTIC, capitaine Baldwin, sera prêt à recevoir du frêt lundi, 15 du courant. Pour frêt ou passage ayant de bons aménagemens, tant pour la chambre que pour l'entrepont, s'adresser à bord, en face de la rue du Canal, ou à

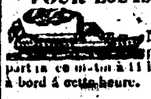
FORSYTH, GOODWIN & CO,
13 déc encoignure Gravier et Tchoupitoulas.

POUR LAFOURCHE INTÉRIEURE.

Et les ports intermédiaires—Le bateau à vapeur DIANA, capitaine Swagan, partira dimanche prochain, 14 du courant, à 10 heures du matin. Pour frêt ou passage, s'adresser à bord, ou face de la rue Bayona, ou à

TOURNE & BECKWITH,
12 déc 28 et 29, Nouvelle Levée.

POUR LOUISVILLE & CINCINNATI.



Le bateau à vapeur LOUISIANA, capitaine Birch, ayant complété son chargement pour ce port, partira ce matin à 11 heures. On prie les passagers d'être à bord à cette heure.

TOURNE & BECKWITH,
11 déc nos. 28 et 29 Nouvelle Levée.

Pour Louisville, Cincinnati et Maysville.

Le bateau à vapeur, fin marcheur et de forte construction, TUSCARORA, capit Wright, est maintenant prêt à recevoir du frêt, et partira pour les ports susdits samedi, 13 de ce mois. Pour frêt ou passage, ayant de bons aménagemens, et pour les passagers de la chambre et du pont, s'adresser à bord, ou à FORSYTH, GOODWIN & co.

11 déc encoignure Gravier & Tchoupitoulas.

AVIS.—Toutes personnes ayant des réclamations contre le bateau à vapeur TUSCARORA, devront les présenter dument certifiés, au soussigné, pour en obtenir le paiement. FORSYTH, GOODWIN & co. 11 déc.

POUR LA MOBILE (*par le fleuve*).

(Paquebot du 16 déc.)

La goélette DAVID ROGERS, capitaine Gilmerton, partira à cette date. Pour frêt ou passage s'adresser à bord, en face des magasins bleus ou à TOURNE & BECKWITH.

11 déc Nos. 28 et 29 Nouvelle Levée.

POUR LA HAVANE.

Le brick espagnol, fin voilier, PAZ, capitaine Pons, ayant la moitié de son chargement engagée, partira sous peu. Pour balance du frêt ou passage, s'adresser au capitaine à bord ou à

J. PRATS & Fils,
16 déc rue Ste. Anne no. 56

POUR BORDEAUX.

La barque française, fine voilière BALLOCHAN, capitaine Dufour, sera prête à commencer de charger dans quelques jours. Pour frêt ou passage, s'adresser au capitaine à bord, ou à

THOMAS BARRETT & Co,
8 déc—1 rue du Canal.

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS

AVIS est donné au public, que le mercredi 31 décembre courant, il sera vendu à l'encan, à la Bourse de Hewlett, par M. Duvallet, ensemble :—28 Terrains, composant l'objet situé entre les rues des Champs Elysées, des Français, d'Amour et des Bons Enfans, conformément au plan dressé par M. J Pilié, voyer de la ville lequel plan sera exposé à la dite Bourse, quelques jours avant la vente.

Conditions :—Payable 1 an, deux, trois et quatre ans de terme, en billets endossés, portant intérêt de 6 pour cent par an, et avec pynothèque spéciale.

Nouvelle-Orléans, le 11 décembre 1834.

D. PRIEUR, maire.

NOTA—Les actes de vente seront passés chez Félix de Armas, notaire de la corporation, et aux frais des acquéreurs. 13 déc—15

M. G. LEROUX, physicien de Paris, a l'honneur de prévenir les habitans de cette ville qu'il va, ouvrir UNE SALLE DE SPECTACLE, rue Tchapitoulas, encoignure Natchez.

La bienveillance que le public a daigné lui témoigner en France et les efforts qu'il fera pour se rendre digne des suffrages des personnes qui voudront bien honorer aux séances variées qu'il se propose de donner, lui font espérer qu'il sera accueilli favorablement.

L'ouverture se fera lundi, 15 décembre. 13 dé—2

AVIS.—On offre à vendre un terrain situé rue Dauphine, No. 296, entre St. Philippe et Ursulines, mesurant 40 sur 64 pieds anglo-américains, ensemble avec les édifices construits dessus consistant en une double cuisine en brique et une maison en brique avec mansarde ayant 12 pouces, contenant en 4 appartemens, cabinets, caves, grenier avec lucarnes, cour carrelée, puits, et le tout dans un bon état de réconstruction soigneuse et récente de couvrant, et loué pour un bail de 8 mois, finissant le 1er. juin 1835, à raison de 45 piastres par mois.

Si cette propriété n'est pas vendue à l'amiable, elle sera vendue le 20 courant à l'encan, à la Bourse de Hewlett à midi, par H. Domingon, à qui il faut s'adresser pour les conditions, qui sont très favorables et à de longs termes.

13 déc—11

$50 DE RÉCOMPENSE.

Seront payées à celui qui pourra donner des informations tendantes à la conviction du gendarme, ou de la personne qui l'accompagnait, lequel, après avoir saisi la charrette particulière qui transportait, hier soir, du charbon de la Levée, en a pris possession et a frappé et maltraité le nègre qui la conduisait. S'adresser à l'imprimerie de cette feuille. 11 déc—2.

Succession de feu Dme. Magdalen Baumgartner, vve. P. Basinger.

AVIS est par le présent donné aux créanciers de cette succession, d'avoir à présenter leurs réclamations et les titres à l'appui, au bureau de M. Gustave Le Gardeur, notaire public, dans le plus bref délai possible.

13 dec—10 SAMUEL KIFOURZ, exéc. test.

PAROISSE D'ORLEANS.—Cour des Preuves.—ETAT DE LA LOUISIANE.—A tous ceux que cela peut concerner.—SALUT :—Qu'il soit connu que Drausin Barthélemy Macarty, demeurant en la Ville de la Nouvelle Orléans, s'est adressé à moi W. F. C. Duplessis, régister des testaments, dans et pour la paroisse et la ville de la Nouvelle-Orléans, et ex-officio greffier de la Cour des Preuves, dans et pour ladite ville et paroisse, pour publier et annoncer conformément à un acte de la Législature, intitulé : "acte pour confirmer les titres des acquéreurs aux ventes judiciaires," approuvé le 10 mars 1834 et étant à ma connaissance que ledit Drausin Barthélemy Macarty est devenu acquéreur de la propriété ci-après décrite, vendue par S. Blossman, député régister des testamens, dans et pour la ville et paroisse de la Nouvelle Orléans, le 26 novembre 1833, d'après un ordre de cette cour, à la date du 18 octobre 1833, dans la succession de feu Jean Baptiste Héno, comme propriété appartenant à ladite succession, et lequel ordre de cour fut rendu sur la demande d'Emilie Demoruel